



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent de la défense nationale

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 112**

Le mardi 17 septembre 2024

---

Président : L'honorable John McKay





## Comité permanent de la défense nationale

Le mardi 17 septembre 2024

• (1540)

[Traduction]

**Le président (L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.)):** Chers collègues, commençons. Nous avons déjà 15 minutes de retard et un vote va nous interrompre.

J'aimerais demander à nos collègues de nous donner une certaine latitude par rapport au vote. Nous pourrions peut-être cesser de siéger cinq minutes avant.

D'accord?

C'est un vote sur une question de procédure.

Nous avons parmi nous le général Smith et le général Ritchie. Notre comité connaît bien le général Smith.

Cette réunion donne suite à une résolution du Comité pour tenir une séance d'information sur l'Ukraine et la région baltique.

Nous vous sommes reconnaissants de votre participation et de votre patience et nous nous attendons à être reconnaissants de votre future patience.

Sur ce, nous allons commencer.

Je veux juste souhaiter la bienvenue au Comité à M. Powlowski. De toute évidence, la whip ne m'a pas parlé; nous allons devoir faire preuve de la coordination nécessaire.

Messieurs les généraux, vous avez cinq minutes.

**Major-général Gregory Smith (directeur général, Politique de sécurité internationale, ministère de la Défense nationale):** Monsieur le président, distingués membres du Comité, je suis honoré de comparaître devant vous aujourd'hui. Comme on l'a indiqué, je suis le major-général Greg Smith, directeur général de la Politique de sécurité internationale au ministère de la Défense nationale. Je suis accompagné du major-général Bob Ritchie, directeur de l'état-major à l'État-major interarmées stratégique.

[Français]

Nous vous remercions de nous donner l'occasion d'informer le Comité des derniers développements en Ukraine et des engagements du Canada à cet égard.

[Traduction]

La troisième année de la guerre d'agression de la Russie est déjà bien entamée. La Russie continue de causer des dommages considérables en Ukraine et de lui infliger une souffrance importante, et elle tire parti de sa puissance militaire supérieure en ce qui concerne les effectifs et les munitions d'artillerie afin de gagner en terrain de façon graduelle, mais constante sur la ligne de front. Les forces armées ukrainiennes ont également infligé des pertes importantes à la Russie, mais ont payé le prix fort pour ce faire.

[Français]

La récente incursion ukrainienne dans la région de Koursk a manifestement pris les Russes par surprise. Même si la Russie saisit de plus en plus de territoires dans la région du Donbass, elle a dû déployer 30 000 soldats à Koursk pour contrer Kiev. Les forces ukrainiennes semblent maintenir leur position et résister à la contre-offensive russe.

Bien qu'on ne puisse pas encore discerner les conséquences stratégiques de l'incursion, celle-ci dément tout de même les propos prévalents en ce qui a trait à l'incapacité de l'Ukraine à riposter contre la suprématie militaire russe.

L'incursion a renforcé le moral des troupes ukrainiennes, et les dirigeants ukrainiens croient que leurs homologues étrangers verront clair dans le jeu de la Russie et de ses soi-disant lignes rouges. Auparavant, il y a eu une incursion pour défendre l'oblast de Soumy. L'Ukraine affirme désormais qu'il s'agit d'une avancée dans le cadre d'un nouveau « plan pour la victoire », qui, selon ce que nous comprenons, est en cours de présentation aux États-Unis.

[Traduction]

Malgré les gains à Koursk, les frappes aériennes russes continuent d'exploiter les faiblesses ukrainiennes et bombardent les infrastructures civiles telles que les hôpitaux, les écoles, les épiceries et les immeubles d'appartements. La destruction de l'infrastructure énergétique de l'Ukraine a engendré de considérables déficits d'énergie et pannes d'électricité, plaçant l'Ukraine dans une situation précaire une fois de plus en vue de l'hiver.

[Français]

Si elle reçoit assez de soutien, l'Ukraine peut gagner cette guerre. Les pays occidentaux doivent se coordonner afin de lui fournir de l'aide fiable en temps opportun, afin que l'Ukraine puisse défaire la Russie, qui a davantage de troupes et de ressources.

Depuis 2015, dans le cadre de l'opération Unifier, le Canada a formé plus de 42 000 membres des forces armées ukrainiennes. De plus en plus, l'avantage du savoir s'équilibre des deux côtés. En effet, les Ukrainiens sont devenus des experts en ce qui a trait aux tactiques, aux techniques et aux procédures russes.

[Traduction]

Ce printemps a vu la signature d'un accord de coopération en matière de sécurité entre l'Ukraine et le Canada dans lequel nous nous engageons à fournir à Kiev un vaste soutien multidimensionnel. Aux termes de l'accord, le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes continueront à fournir aux forces armées ukrainiennes un soutien sous forme d'assistance militaire, d'instruction et de renforcement des capacités. Le Canada s'engage également à poursuivre ses efforts de collaboration concernant l'échange de renseignements, la recherche et le développement, la coopération en matière de matériel, le soutien des réformes, et plus encore.

L'objectif est d'aider l'Ukraine à se doter d'une force durable et solide entièrement interoperable avec l'OTAN et capable de recouvrer et de défendre son territoire ainsi que de dissuader une future agression de la Russie.

• (1545)

[Français]

Le Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord de 2024, qui a eu lieu à Washington D.C. en juillet dernier, s'est montré particulièrement important, puisque les dirigeants de pays de l'Alliance ont pu réaffirmer leur solidarité envers l'Ukraine et établir un soutien fiable à long terme. Le Canada a promis un soutien de 500 millions de dollars supplémentaires dans le cadre de l'engagement de l'OTAN envers l'Ukraine.

[Traduction]

Le Canada fournit également un soutien direct au lancement du Programme OTAN de formation et d'assistance à la sécurité en faveur de l'Ukraine, à Wiesbaden, en Allemagne, où, selon une structure de commandement de l'OTAN, nous allons travailler avec nos alliés pour coordonner la fourniture d'instruction et d'équipement militaire ainsi que l'apport d'un soutien logistique aux forces armées ukrainiennes.

Enfin, il a été annoncé au sommet que le Canada octroiera jusqu'à 389 millions de dollars pour améliorer la formation de pilotes de F-16 par l'intermédiaire de la coalition du Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine axée sur les capacités de la force aérienne. Cet engagement, qui s'inscrit dans le cadre d'un financement déjà annoncé, permettra d'appuyer la formation de pilotes ukrainiens et de fournir de l'équipement pour aider l'Ukraine à utiliser les F-16 en toute sécurité.

[Français]

Un simple fait ressort de mon expérience en matière de livraison de cette aide militaire à l'Ukraine et de prestation de la formation aux membres des forces armées ukrainiennes: l'aide du Canada est essentielle, et nous devons en faire plus. Les décisions que nous prenons aujourd'hui façonneront les décennies à venir, et nous devons nous montrer à la hauteur.

Monsieur le président, membres du comité, je vous remercie de votre attention.

[Traduction]

**Le président:** Merci, major-général Smith.

Monsieur Bezan, voulez-vous prendre la parole, ou plutôt...?

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Je vais commencer.

**Le président:** D'accord.

**Mme Cheryl Gallant:** Merci pour votre exposé.

La moitié des véhicules blindés tactiques de patrouille de reconnaissance sont inutilisables et ne sont pas en service. On n'a pas envoyé de pièces de rechange ou d'argent pour les réparer. La moitié de ces véhicules sont brisés — je crois qu'il y en a huit en tout — et inutilisables. Il n'y a pas de pièces de rechange, pas d'argent et pas de personnel. On nous dit qu'il y a une chance sur deux que la guerre se répande dans des pays de l'OTAN, et des militaires canadiens sont sur la ligne de front alors que la moitié de leurs véhicules de reconnaissance sont inutilisables.

Quelles sont les chances de survie des femmes et des hommes que nous envoyons en Lettonie?

**Major-général Robert Ritchie (directeur de l'état-major, État-major interarmées stratégique, Forces armées canadiennes, ministère de la Défense nationale):** Merci pour la question, monsieur le président.

De toute évidence, cela représente une capacité clé. Nous déployons des efforts pour fournir des pièces de rechange, et nous travaillons avec nos alliés pour veiller à offrir le soutien nécessaire pour assurer la mobilité de nos partenaires ukrainiens grâce à ces véhicules qui procurent une capacité essentielle.

Pour ce qui est de la protection offerte par les véhicules en question, elle n'offre certainement pas les chances de survie d'un véhicule blindé de combat plus robuste, mais ce n'est pas les véhicules qui ont été fournis. Il ne faut pas oublier qu'on a fait d'autres dons d'équipement.

**Mme Cheryl Gallant:** En plus de la réduction de moitié de son budget pour les infrastructures, le commandant de la base de Petawawa doit fermer plusieurs centaines de places en dortoir, ce qui signifie que de nouvelles recrues n'ont pas d'endroits où vivre. La moisissure noire et la vermine, de pair avec des services de plomberie et d'électricité défectueux, ont rendu ces quartiers inhabitables. En vue du prochain déploiement en Lettonie, 7 500 autres militaires vont passer par Petawawa à des fins de formation.

Où vont-ils dormir pendant leur formation à Petawawa?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, je ne peux pas parler de manière détaillée des 7 000 militaires.

Cependant, avec la nouvelle politique de défense « Notre Nord, fort et libre », des sommes considérables sont versées dans l'infrastructure. Il y a évidemment beaucoup de travail à faire, mais c'est reconnu et nous avons un plan pour aller de l'avant.

**Mme Cheryl Gallant:** En fait, le montant accordé l'année dernière pour l'infrastructure dans cette base était de 21 millions de dollars. L'année d'avant, c'était 41 millions de dollars avec un supplément de 51 millions. Il n'y a pas d'argent pour l'infrastructure ou l'entretien. Les champs de tir à la base de Petawawa s'enfoncent et ne peuvent plus servir.

Comment les militaires sont-ils censés apprendre à tirer s'ils n'ont pas d'endroit où s'exercer?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, je répète que je ne peux pas parler de manière détaillée de Petawawa. Ma dernière visite remonte à deux ou trois mois. Certaines personnes connaissent la base mieux que moi.

C'est toutefois une excellente base. Il y a un plan pour y investir plus d'argent, y compris dans la formation. Des milliers de militaires sont passés par là. Ils y ont suivi une formation formidable qui leur permet d'être très efficaces en Lettonie.

• (1550)

**Mgén Robert Ritchie:** Monsieur le président — si je peux ajouter quelque chose —, nous avons trois priorités.

Il y a l'état de préparation, qui englobe ce qui a été décrit à propos de la préparation en vue des opérations et du temps au champ de tir.

Il y a également la modernisation des capacités futures et nos gens.

**Mme Cheryl Gallant:** Il n'y a pas d'argent pour réparer le champ de tir et aucun endroit où les loger.

Selon le NORAD, deux appareils militaires IL-38 ont été repérés et suivis dans la zone d'identification de défense aérienne de l'Alaska le 14 septembre. C'était la troisième fois en une semaine.

Quel message la Russie tente-t-elle de nous envoyer?

**Mgén Robert Ritchie:** Merci pour la question, monsieur le président.

À vrai dire, nous sommes au courant de cinq interactions dans le Nord, en partenariat avec le NORAD.

On a répondu de manière appropriée. Je peux vous assurer que ces appareils n'ont jamais constitué une menace pour le Canada.

**Mme Cheryl Gallant:** Compte tenu des antécédents du gouvernement en matière d'approvisionnements dans le secteur de la défense, qui est aux prises avec des retards et des dépassements de coûts, dans quelle mesure faites-vous confiance au Canada pour faire parvenir aux forces ukrainiennes l'équipement et les armes dont elles ont besoin pour se battre contre les Russes?

**Mgén Gregory Smith:** Nous avons une très bonne histoire à raconter pour ce qui est de remettre des armes aux Ukrainiens. Je reviens toujours à la même analogie, à savoir que lorsque la guerre a commencé en février 2022, tout le monde a puisé dans sa réserve d'armes pour en donner à l'Ukraine. Selon la taille du pays et des forces armées, on en a rapidement manqué.

Nous avons maintenant 4,5 milliards de dollars d'armes et de matériel militaire destinés à l'Ukraine. L'équipe qui relève de moi procède le plus rapidement possible pour remettre ces armes et ce matériel aux Ukrainiens.

**Mme Cheryl Gallant:** Il faut un certain temps pour faire parvenir l'équipement aux militaires ukrainiens, ou du moins pour l'acheminer vers l'Europe puis en Ukraine.

Qu'en est-il de l'équipement pour les militaires canadiens? Où sont les commandes de remplacement? Quand les militaires ici au Canada auront-ils l'équipement nécessaire pour s'entraîner?

**Mgén Gregory Smith:** Nous remettons l'équipement aux Ukrainiens assez rapidement. Nous devons veiller à utiliser correctement les deniers publics. L'équipe avec qui je travaille doit travailler avec d'autres organismes gouvernementaux pour examiner les dépenses comme il se doit, et pour que les contrats soient établis correctement, afin que l'argent soit utilisé judicieusement pour les contribuables.

Nous envoyons ensuite l'équipement outre-mer et en Ukraine, qui est une zone de guerre, le plus rapidement possible, et il faut donc un peu de temps, mais nous faisons du bon travail, et nous le faisons le plus rapidement possible.

**Mme Cheryl Gallant:** Je regarde l'équipement pour nos militaires ici au Canada au cas où ils seraient déployés. Après tout, il est possible qu'ils soient déployés dans une zone de conflit.

Qu'aimeriez-vous voir de la part du gouvernement du Canada pour accélérer la réalisation des engagements futurs envers l'Ukraine relativement aux armes et à l'équipement, afin de les faire parvenir aussi tôt que possible sur la ligne de front?

**Mgén Gregory Smith:** Nous faisons du bon travail à cette fin. Une somme supplémentaire de 500 millions de dollars vient tout juste d'être accordée à Washington. Nous nous penchons actuellement là-dessus pour conseiller le ministre et, une fois de plus, pour faire parvenir ce matériel aux militaires ukrainiens.

**Le président:** Monsieur Collins, vous avez six minutes.

**M. Chad Collins (Hamilton-Est—Stoney Creek, Lib.):** Merci, monsieur le président. Je vais partager mon temps avec mon ami et collègue, M. Powlowski.

Bienvenue, messieurs les généraux.

Je vais reprendre où la députée d'en face s'est arrêtée. Il est question de la logistique et de la façon dont le soutien que nous accordons est offert aux personnes qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les militaires ukrainiens. À nos dernières réunions, nous avons beaucoup discuté lorsque vous avez fait des mises à jour sur le même sujet, à propos des Ukrainiens qui n'ont pas reçu ce que nous avons promis lorsqu'ils en avaient besoin. Il y a eu beaucoup de promesses, et nous continuons d'entendre le discours politique insensé.

Vous venez tout juste d'indiquer très clairement que le matériel se retrouve entre les bonnes mains, qu'il arrive en temps voulu. Dans votre déclaration liminaire, vous avez dit qu'il est essentiel que le soutien que nous offrons arrive à point nommé et soit fiable.

Pouvez-vous dire au Comité quel est l'équipement canadien le plus précieux pour les Ukrainiens? De plus, pouvez-vous parler des chaînes d'approvisionnement, de ce qui provient du fournisseur ou de l'arsenal que nous avons ici au Canada et que nous acheminons vers l'Europe et en Ukraine pour que l'armée ukrainienne s'en serve du mieux qu'elle le peut?

**Mgén Gregory Smith:** Tout d'abord, j'aimerais dire que ce n'est pas seulement mon équipe et moi qui examinons les besoins des Ukrainiens. Nous travaillons avec les Ukrainiens. Nous sommes rattachés à une organisation en Allemagne que j'ai mentionnée plus tôt, le SAG-U. Nous parlons à cette organisation et à nos alliés pour voir ce qu'ils font. Nous parlons aux Ukrainiens en Ukraine et ici à Ottawa pour nous assurer que c'est leur choix, que c'est ce qu'ils cherchent à obtenir, et nous procédons ensuite le plus rapidement possible.

Comme je l'ai dit, c'est beaucoup d'argent. Ce sont des deniers publics. Nous devons veiller à procéder correctement et à assurer le transport sur une grande distance pour parvenir à destination. Je répète que ce n'est pas remis directement à l'Ukraine.

Pour vous donner un exemple rapide, nous donnons des drones. C'est un conflit dans lequel... Je vais qualifier d'« évolutif » ce que nous apprenons, et ce que nous voyons dans la guerre des drones, mais en même temps, c'est choquant à voir. L'industrie canadienne a répondu à l'appel. Nous nous sommes engagés à fournir 900 drones qui seront utilisés là-bas. Une fois de plus, nous devons les acheminer sur place. Nous devons former les Ukrainiens pour leur montrer comment s'en servir, pour qu'ils les utilisent et pour qu'ils nous disent ce que cela donne. Les drones ne sont qu'un exemple de réussite.

• (1555)

**Le président:** Je vois que les lumières qui clignotent. Il nous reste 15 minutes.

Pouvez-vous suspendre la séance dans 10 minutes?

**Un député:** [*Inaudible*]

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** J'ai juste une question. Peu importe les suivants sur la liste d'intervention, M. Collins puis... Autrement, je ne donne pas mon consentement.

**Le président:** Eh bien, le consentement est nécessaire.

Monsieur Collins, veuillez poursuivre.

**M. Chad Collins:** Merci, monsieur le président.

Général, j'ai écouté une grande partie de ce que le général Eyre a dit au cours des derniers mois à propos d'où nous en sommes d'un point de vue mondial avec notre propre armée et de certains des défis auxquels les Canadiens font face, ainsi que des défis partout dans le monde, alors que des menaces se profilent à l'horizon pour nous.

Il a parlé de la façon dont la plus grande menace pour notre pays à l'heure actuelle est la désinformation. Je sais qu'une grande partie de l'effort de guerre russe consiste à essayer de convaincre d'autres pays et leurs citoyens de ne pas appuyer les efforts ukrainiens. Nous le voyons aux États-Unis avec J.D. Vance qui mène un peu la charge et avec l'ancien président Trump qui parle de retirer le soutien offert et d'y mettre fin d'ici à ce qu'il prête serment, s'il réussit son pari.

Il y a beaucoup de mésinformation qui circule. En fait, la Russie paie des gens pour la répandre. Le département de la Justice des États-Unis a récemment publié un rapport qui révèle que certains influenceurs américains sur les réseaux sociaux ont reçu 10 millions de dollars de la Russie.

Tout cela pour dire qu'il se passe beaucoup de choses en coulisse que nous ignorons.

Comment luttez-vous contre la désinformation qui provient de la Russie et contre les pays qui la soutiennent — la Chine et d'autres — lorsqu'elle cible nos militaires et lorsqu'elle tente d'éroder la confiance que les gens ont dans nos institutions au Canada, qu'il s'agisse de l'armée ou d'autres institutions?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, je vais évidemment me limiter aux Forces armées canadiennes.

Cela dit, je pense qu'il faut bien communiquer avec les membres des Forces armées canadiennes et de la chaîne de commandement et toujours leur parler ainsi qu'à leurs familles pour leur dire la vérité sur ce qui se passe.

C'est notre principal défi: communiquer avec une très grande population un peu partout au Canada et à l'étranger. Il faut tout simplement communiquer avec ces personnes et leur dire ce que nous faisons pour appuyer l'Ukraine dans ce cas-ci. Une fois de plus, je pense que nous avons une très bonne histoire à raconter.

**Mgén Robert Ritchie:** Monsieur le président, je pourrais juste ajouter que les Forces armées canadiennes demeurent évidemment prêtes, résilientes et pertinentes. Lorsque nous voyons ces menaces surgir, nous communiquons le plus possible avec nos alliés et nos partenaires pour veiller à ce que tout le monde soit conscient de la menace omniprésente.

**M. Chad Collins:** Monsieur le président, je vais céder mon temps à M. Powlowski.

**M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.):** Notre premier ministre a récemment affirmé que « le Canada soutient pleinement l'utilisation par l'Ukraine d'armes à longue portée pour prévenir et empêcher la capacité continue de la Russie à affaiblir les infrastructures civiles ukrainiennes, et surtout à tuer des civils innocents. »

Certains de nos alliés semblent un peu plus prudents à propos de l'utilisation d'armes à longue portée pour s'en prendre à des cibles russes dans la région, à l'extérieur de la région de Kherson. Cela semble peut-être changer, mais la préoccupation semble se rapporter aux menaces incessantes de Poutine qui dit que cela se traduirait par une escalade du conflit entre la Russie et l'OTAN.

Quelle est notre évaluation du risque que présente un approvisionnement en armes de longue portée que les Ukrainiens seraient autorisés à utiliser?

**Mgén Robert Ritchie:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

En effet, le 13 septembre, notre premier ministre a dit qu'il n'y aurait aucune contrainte à l'égard des armes et des systèmes que donne le Canada. En fait, ces propos auraient été repris le lendemain par le président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Bauer. Plus précisément, il a affirmé que toute nation « a le droit de se défendre. Et ce droit ne s'arrête pas à la frontière de votre propre pays. »

Pour répondre à la question, monsieur le président, les obusiers M777, qui étaient initialement très utilisés au début de la campagne, ont une portée d'environ 30 kilomètres, selon les munitions utilisées.

Certaines des armes à longue portée en question peuvent atteindre des cibles plus de 10 fois plus loin, soit à une distance de 300 à 500 kilomètres. Elles permettent donc de frapper plus en profondeur, même si elles n'atteignent certainement pas le fin fond du territoire russe.

Elles peuvent cependant fragiliser l'adversaire, en particulier les zones de rassemblement russes, le commandement et le contrôle, les ponts, les chemins de fer et les infrastructures essentielles. On peut donc créer une plus grande zone tampon entre la première ligne des troupes et l'endroit où elles se mobilisent.

• (1600)

**Le président:** Malheureusement, nous allons devoir en rester là, car nous n'avons le consentement que pour ce tour-ci.

Chers collègues, je suppose que nous devons suspendre la séance pendant le vote. Malheureusement, nous n'avons pas le consentement pour réduire la durée du vote.

Madame Lalonde, vous avez la parole, je vous prie.

**Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.):** Très brièvement, j'aimerais que le député, M. Bezan, revienne sur sa position. Je comprends que les whips discutent parfois 10 minutes avant ou après. Nous parlons de l'Ukraine et des efforts que nous déployons. Je suis certaine qu'il est pertinent d'écouter les renseignements que nous donnent ces personnes formidables qui servent notre pays et sont venues nous parler.

**M. James Bezan:** [*Inaudible*].

**Le président:** Non, la séance n'est pas levée; nous suspendons nos travaux, malheureusement.

Nous devons discuter de la possibilité de revenir.

**Mme Marie-France Lalonde:** Je suis vraiment désolée. Encore une fois, j'ai essayé.

• (1600) \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_

• (1630)

**Le président:** Reprenons, chers collègues.

Nous avons perdu du temps en raison du vote. Je propose que nous terminions cette série de questions avec les généraux Smith et Ritchie, en commençant par Mme Normandin et Mme Mathysen. Ensuite, nous inviterons l'ambassadrice de l'Ukraine à prendre place à la table pour faire une déclaration préliminaire. Puis, compte tenu du temps qu'il nous reste, je propose que nous prolongions la séance jusqu'à 18 heures, de sorte que nous devrions avoir environ une heure — plus ou moins. Les généraux ont accepté de rester, ainsi que l'ambassadrice, et nous ferons un tour comme à l'habitude. Je pense que si nous avons des interventions de quatre minutes en guise d'ouverture, d'autres personnes pourraient également poser des questions, et j'espère que nous arriverons à nous entendre.

Est-ce que tout le monde est d'accord?

**M. James Bezan:** Monsieur le président, si nous avons jusqu'à 18 heures, vous devriez pouvoir donner cinq minutes à tout le monde.

**Le président:** Prenons une décision en temps et lieu.

Sur ce, nous allons donner la parole à Mme Normandin pour six minutes.

[*Français*]

**Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ):** Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie aussi les deux témoins.

Avant de commencer à vous poser des questions, vous me permettez de prendre quelques secondes pour déposer un avis de motion.

Je n'entends pas en débattre aujourd'hui. C'est simplement pour qu'elle soit en avis. Elle sera distribuée par courriel.

Elle va comme suit:

Étant donné que les membres de ce comité ont appris à la fin du mois de juin 2024, dans un article du *Globe and Mail*, que l'ancien ministre de la Défense nationale, Harjit Sajjan, aurait ordonné aux membres des forces spéciales

déployées par le Canada en Afghanistan de mener en août 2021 une opération d'évacuation de 225 Afghans de confession sikh, favorisant l'évacuation d'individus en fonction de leur appartenance religieuse ou ethnique au détriment de l'évacuation de Canadiens et d'Afghans alliés,

Que, dans les 15 jours suivant l'adoption de la présente motion, le Comité invite à témoigner les personnes suivantes afin de répondre aux questions du Comité :

- le ministre de la Défense nationale, monsieur Bill Blair, et la ministre des Affaires étrangères, madame Mélanie Joly, et des fonctionnaires, durant un minimum de deux heures;
  - l'ancien ministre de la Défense nationale, monsieur Harjit Sajjan, durant un minimum de deux heures;
  - le chef d'état-major de la défense au moment des faits;
  - ainsi que tous les témoins que le Comité jugera nécessaires;
- Et que le Comité fasse rapport de ses conclusions et recommandations à la Chambre.

Messieurs, j'aimerais que vous nous parliez des besoins en cours de l'Ukraine par rapport aux obus de 155 millimètres. Où en est-on rendu par rapport à la demande quotidienne, par exemple, de la capacité mondiale d'en fournir et de la capacité du Canada d'en fournir aussi?

Si vous avez quelques indicateurs, même de façon générale, je vous en serai reconnaissante.

**Mgén Robert Ritchie:** Je remercie la députée de sa question, monsieur le président.

Nous sommes en train de fournir ces obus de 155 millimètres. Nous venons tout juste d'augmenter la cadence, qui est passée de 3 000 à 5 000 par mois. On comprend qu'un seul pays ne peut satisfaire à la demande de nos amis ukrainiens. Nous travaillons donc avec les alliés et les partenaires pour répondre à l'ensemble de la demande.

• (1635)

**Mme Christine Normandin:** J'aimerais entendre ce que vous avez à dire sur un élément dont on n'a pas beaucoup parlé, mais qui, à ma connaissance, peut grandement changer les choses pour l'Ukraine. Il s'agit des drones. Je sais que le Canada vient de se joindre à la coalition visant à fournir des drones à l'Ukraine, qui est menée, entre autres, par la Lettonie et, de mémoire, par le Royaume-Uni.

J'aimerais que vous nous disiez ce que cela implique pour le Canada. Quel est le rôle du Canada à titre de partenaire de cette coalition? Y a-t-il des choses en perspective qu'il serait intéressant de savoir?

**Mgén Gregory Smith:** Je remercie la députée de sa question, monsieur le président.

Je vais parler brièvement des drones. D'abord, le Canada a donné directement à l'Ukraine à peu près 900 drones, qui ont coûté plusieurs millions de dollars. Les Ukrainiens s'entraînent actuellement à les utiliser.

De plus, comme cela a été évoqué dans la question, il y a une coalition visant à fournir des drones, ce qui signifie que quelques pays travaillent ensemble, un peu comme dans l'émission de télévision intitulée *Dans l'œil du dragon*. Cette coalition essaie de créer une sorte de regroupement d'experts en matière de drones pour donner ensuite à l'Ukraine exactement ce dont elle a besoin.

Comme je l'ai dit, il y a vraiment beaucoup de menaces venant de drones. Quotidiennement, la technologie progresse très rapidement. Cette coalition essaie de fournir les drones les plus modernes qui fonctionnent bien sur le champ de bataille, au fur et à mesure que la technologie avance.

**Mme Christine Normandin:** Je vais prendre la balle au bond et parler des nouvelles technologies, qui, comme on le sait, évoluent très rapidement.

L'industrie militaire, qui est prête à fournir des technologies nouvelles et utiles, se plaint, non seulement de devoir passer par le ministère de la Défense nationale, mais de devoir aussi passer par Innovation, Sciences et Développement économique Canada quand cela implique une nouvelle technologie.

Dans le cas des nouvelles technologies, cela implique une vérification qui est extrêmement longue. Êtes-vous au courant de cela? Avez-vous des commentaires à faire sur les très longs processus d'approbation en matière de nouvelles technologies?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, pour ce qui est de nos contributions directes à l'Ukraine, je ne suis pas au courant du travail qui doit être fait auprès d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, mais plutôt de celui qui doit être fait auprès d'un autre groupe.

[Traduction]

C'est la Corporation commerciale canadienne, je crois. Je vais m'en remettre à ceux qui s'y connaissent mieux que moi en la matière.

La CCC est un organisme important.

[Français]

Nous travaillons avec elle pour faire les contrats, puisque nous ne sommes pas des experts.

Pour ce qui est de la technologie, nous travaillons avec l'écosystème de drones au Canada. Comme je l'ai déjà dit, nous avons déjà envoyé à peu près 900 drones. Nous travaillons également avec nos alliés.

**Mme Christine Normandin:** Quel est le détail de l'utilisation que l'on compte faire des 500 millions de dollars annoncés lors du sommet de l'OTAN?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, nous avons donné des conseils au ministre à cet égard. Nous avons hâte que l'annonce soit faite. On va pouvoir annoncer ce que nous allons faire exactement de cet argent. L'annonce a eu lieu au mois de juillet, et on a l'argent. Maintenant, nous essayons de formuler nos conseils le plus rapidement possible, afin que le ministre puisse prendre des décisions.

**Mme Christine Normandin:** Si je comprends bien, l'annonce des 500 millions de dollars a été faite par le ministre avant qu'il sache ce qu'il allait faire avec cette somme.

**Mgén Gregory Smith:** Nous recevons l'argent, nous avons accès à cet argent et nous donnons ensuite des conseils au ministre. Il y a beaucoup d'options. Il faut parler à nos alliés ukrainiens pour savoir ce qu'ils veulent. Ensuite, nous allons pouvoir agir. Il est important de coopérer.

**Mme Christine Normandin:** Vous en avez déjà un peu parlé avec M. Powlowski, mais j'aimerais vous entendre parler de l'impact quantitatif que pourraient avoir les attaques de longue portée en territoire russe. On a une idée de ce que cela représente, mais quel impact cela peut-il avoir sur la tournure de la guerre ou la possibilité que l'Ukraine reprenne le dessus, d'une certaine façon?

• (1640)

**Mgén Robert Ritchie:** Monsieur le président, je remercie la députée de sa question.

Il y a un risque que cela augmente le conflit de manière horizontale ou verticale. Si les Russes n'atteignent pas leurs objectifs, je pense qu'ils vont considérer d'autres options. Pour ce qui est de ces armes, je crois que nos alliés prennent des décisions très précises pour s'assurer des conséquences de leurs décisions.

Le Canada et l'OTAN sont certainement conscients de cela en utilisant ces armes à plus longue distance.

[Traduction]

**Le président:** Madame Mathysen, vous avez six minutes.

**Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NPD):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les deux majors-généraux de comparaître aujourd'hui.

J'ai eu plusieurs réunions avec des gens incroyables de ma collectivité, qui venaient plus particulièrement de la division de London au sein du Congrès des Ukrainiens canadiens. Ils m'ont fait comprendre l'importance de l'identité des 20 000 enfants qui ont été enlevés par la Russie. De toute évidence, de nombreuses organisations de défense des droits de la personne craignent que ce chiffre soit en fait plus élevé. La Russie a enlevé les enfants. Elle les a envoyés dans des camps de rééducation, et forcés à accepter des passeports russes. Ces enfants ont été maltraités et on leur a refusé des soins médicaux.

Le droit international est clair. Bien sûr, la Chambre a adopté une motion affirmant que Poutine commet un génocide et qu'il doit être tenu responsable et rendre des comptes selon les règles de la Cour pénale internationale et de la Cour internationale de justice.

Pouvez-vous faire le point sur les renseignements que possède le Canada sur ces enfants et sur la façon dont nous aidons les Ukrainiens à les ramener chez eux?

**Mgén Robert Ritchie:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

Nous sommes très conscients qu'il y a quatre régions, plus particulièrement Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson, qui sont actuellement sous l'emprise de la Russie, et nous avons certainement suivi le nombre d'enfants disparus ainsi que le nombre de morts et de blessés. Nous sommes également d'avis, tout comme nos alliés, que les Russes contreviennent au droit des conflits armés compte tenu de leurs cibles. Nous travaillons avec des alliés aux vues similaires pour réunir les enfants à leur véritable famille ukrainienne, une fois que les régions auront été libérées.

**Mme Lindsay Mathysen:** Vous avez également mentionné plus tôt dans votre témoignage que des infrastructures civiles sont ciblées, ce qui rend bien sûr la situation très difficile pour l'hiver à venir. Cette infrastructure civile est également... Poutine cible intentionnellement les hôpitaux, d'après ce que nous comprenons. Ces sanctions à grande échelle visent à faire pression sur les Ukrainiens pour qu'ils tombent et se plient à leurs exigences. Les Russes instrumentalisent la souffrance humaine. Ils appuient ces annexions illégales, comme l'occupation du Donbass.

Les Canadiens sont très fiers de notre travail de défense du droit international et de tout ce que nous pouvons faire pour mettre un terme aux crimes de Poutine. Pouvez-vous faire le point au Comité sur la façon dont nous soutenons la résilience de l'infrastructure ukrainienne? Il faut assurer un accès adéquat à des choses comme l'aide alimentaire en ces temps particulièrement difficiles où les infrastructures sont ciblées.

**Mgén Robert Ritchie:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

Je donnerai le point de vue de la Défense sur le plan de l'infrastructure, puis je verrai si mon collègue a autre chose à dire sur la sécurité alimentaire. Nous sommes attentifs aux priorités des besoins des Ukrainiens à l'égard de leurs propres infrastructures essentielles. Alors que la coalition s'efforce de se procurer des systèmes de défense aérienne en demande, il faut prioriser les infrastructures que l'Ukraine a cernées.

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, si vous me permettez de renchéir, il est évident que nous le voyons aux nouvelles tous les jours. Nous examinons avec nos propres renseignements quelles sont les répercussions sur l'infrastructure qui a été désignée. En plus de ce que mon collègue a dit, nous avons fourni une importante somme d'argent, soit plus de 70 millions de dollars, pour travailler avec différents alliés afin d'essayer d'obtenir ce qu'on appelle l'initiative d'action immédiate en matière de défense aérienne. Elle nous a permis de travailler avec nos alliés pour mettre des missiles antiaériens entre les mains des Ukrainiens le plus rapidement possible. C'est un exemple de besoin criant de l'Ukraine, et nous y avons répondu au plus vite.

• (1645)

**Mme Lindsay Mathysen:** Je vous remercie.

Il est efficace de faire respecter le droit international à Poutine, qui cible des enfants, des civils et des infrastructures. Nous devons nous y opposer, bien sûr, et je sais que toutes les parties sont d'accord. Nous appuyons le droit international; c'est essentiel. La Cour pénale internationale et la Cour internationale de justice font enquête sur Poutine pour le tenir responsable de ses actes. Cependant, ce n'est pas la seule crise que nous avons vue dans le monde.

Cet été, j'ai entendu de nombreux Canadiens d'origine palestinienne être dégoûtés que le gouvernement et les conservateurs aussi refusent de reconnaître le génocide en cours à Gaza. Bon nombre des civils, des hôpitaux et des enfants sont ciblés là-bas.

Comment le gouvernement canadien peut-il défendre fermement le droit international si nous ne le faisons pas dans tous les dossiers?

**Le président:** Cette question est importante, mais elle ne relève peut-être pas de la compétence des généraux. Vous pouvez répondre si vous le souhaitez, mais ce n'est pas la raison pour laquelle vous avez été invités.

**Mgén Gregory Smith:** Permettez-moi d'y répondre rapidement, car il est évident que le droit international, le droit humanitaire et le droit des conflits armés demeurent extrêmement importants à nos yeux. Je dirais simplement que c'est l'une des principales choses que nous enseignons, en particulier dans le cadre de la formation que nous donnons aux Ukrainiens qui sont au Royaume-Uni et ailleurs.

Je dirais que les Ukrainiens comprennent le risque fondamental qui se poserait si quelque chose qui n'est pas légal sur le champ de

bataille se produisait. Ils en sont conscients. Nous leur enseignons le droit international des conflits, le droit des conflits armés, et nous parlons des risques que cela comporte. C'est très important aussi pour les Ukrainiens.

**Mme Lindsay Mathysen:** En fait, puisque vous avez pris une partie de mon temps, monsieur le président, j'aimerais beaucoup avoir ces 30 secondes de plus.

**Le président:** Eh bien, j'ai fait une intervention, et je vous en remercie.

Je vais maintenant demander à l'ambassadrice de faire sa déclaration. Ensuite, nous verrons le temps qu'il nous restera.

Bienvenue au Comité, madame l'ambassadrice. Vous avez déjà comparu devant nous, et nous vous sommes reconnaissants de vous être libérée. Nous avons hâte d'entendre votre déclaration préliminaire.

**Son Excellence madame Yuliya Kovaliv (ambassadrice de l'Ukraine au Canada):** Je vous remercie.

Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de me donner l'occasion de vous informer de la situation en Ukraine, alors que nous continuons de nous battre.

Tout d'abord, je tiens à vous remercier du soutien indéfectible du Canada, du Parlement canadien, du gouvernement et du peuple canadiens à l'égard de l'Ukraine et de notre lutte contre l'invasion illégale et brutale de la Russie. Nous vous sommes reconnaissants de votre ferme appui alors que nous continuons de mener la plus grande guerre conventionnelle sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. Les répercussions de l'agression russe contre l'Ukraine se font sentir bien au-delà du continent européen, car la guerre remet en question le concept fondamental de l'ordre international fondé sur les règles, le respect de la sécurité et la souveraineté des pays du monde entier.

Permettez-moi de faire le point sur ce qui se passe en Ukraine. La situation sur la ligne de front est difficile. Malgré les tentatives des Russes d'avancer et le manque de munitions et d'équipement des forces armées ukrainiennes, nous avons réussi à stabiliser la situation sur le front au cours de la dernière semaine, en particulier dans la direction de Donetsk. Maintenant, la plupart des combats ont lieu à proximité de Pokrovsk et de Kourakhove, qui font partie de l'Ukraine.

Les Russes ont un avantage sur le plan de la puissance aérienne et de l'effectif, mais ils subissent des pertes importantes. Selon notre état-major général, en date du 16 septembre, depuis le début de l'invasion à grande échelle, la Russie a perdu des effectifs irremplaçables de plus de 634 000 soldats, y compris ceux qui ont été blessés et tués. La Russie a subi d'importantes pertes d'équipement: plus de 8 000 chars d'assaut, 369 avions, plus de 300 hélicoptères, 28 navires de guerre et un sous-marin.

L'Ukraine a réussi à détruire et à neutraliser près de 33 % de la flotte russe de la mer Noire, et ce, grâce à non seulement la bravoure des gens, mais aussi l'unité et le soutien que les alliés nous ont fournis — le Canada étant l'un des plus proches alliés.

Les troupes russes violent aussi brutalement la Convention sur les armes chimiques en utilisant des grenades à gaz et d'autres engins explosifs munis de substances irritantes.

La Russie continue de mobiliser des troupes et de s'adonner à une guerre d'usure, en espérant obtenir des gains avec ses ressources encore considérables, la lassitude de la guerre et le chantage nucléaire — toutes ces choses que nous voyons depuis plus de deux ans et demi.

Le 16 septembre, le dictateur russe Poutine a signé un décret visant à accroître l'effectif de l'armée russe, en y ajoutant 180 000 nouveaux soldats de la conscription.

La Russie a pris toutes les munitions du Bélarus et utilise des obus d'artillerie et des missiles balistiques de la Corée du Nord, ainsi que des drones iraniens. La Corée du Nord a déjà fourni à l'agresseur au moins 10 000 conteneurs qui pourraient totaliser jusqu'à 4,8 millions d'obus d'artillerie et jusqu'à 50 missiles balistiques, que le Kremlin utilise contre l'Ukraine. Nous voyons ces actes barbares se rapprocher, gagner en intensité et menacer nos démocraties.

Malgré l'absence de réussite stratégique sur le champ de bataille, la Russie cherche à détruire tout ce qu'elle peut capturer et continue de terroriser l'Ukraine. Au cours des six derniers mois, elle a détruit ou endommagé une capacité électrique de plus de neuf gigawatts dans l'ensemble de l'Ukraine — du côté des réseaux électriques et de la production d'électricité. Aujourd'hui, le peuple ukrainien subit d'énormes pannes d'électricité, et les gens n'ont pas un accès complet à l'électricité ou à l'eau. C'est la stratégie de la Russie depuis quelques hivers. L'hiver approche, et ce sera l'un des plus difficiles.

Un autre défi est celui des attaques de missiles russes, y compris les missiles balistiques que la Russie utilise contre des cibles civiles. Vous avez tous vu l'horreur, en juin, de l'attaque perpétrée contre Okhmatdyt, le plus grand hôpital pédiatrique en Ukraine. C'est comme l'hôpital SickKids au Canada. Un missile balistique russe a détruit le campus de la clinique, mais l'attaque de Pokrovsk a suivi, et 55 personnes ont été tuées par un seul missile balistique. Il se rend en quelques minutes à Lviv, à Kharkiv et dans d'autres villes.

La mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine confirme que les attaques des forces armées russes ont causé de nombreux préjudices aux civils. Depuis le 26 août seulement, 64 civils ont été tués et 399 autres blessés.

• (1650)

Le nombre élevé de victimes témoigne d'une forte augmentation des décès et des blessures chez les civils au cours de l'été en raison de ces attaques terroristes russes sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine.

Il y a deux décisions précises que nos partenaires peuvent prendre pour nous aider. Premièrement, il faut nous donner la possibilité de mener des frappes à longue portée contre des cibles militaires légitimes en territoire russe — tout d'abord, de là où ils lancent toutes ces attaques de missiles. Sans cela, et sans la protection de notre ciel, le nombre de décès de civils, ainsi que la destruction des bâtiments et des infrastructures civils continueront malheureusement de croître. Aussi, nos partenaires et voisins acceptent d'utiliser leurs capacités de défense aérienne pour arrêter les missiles et les drones plus près de leur espace aérien. Nos alliés ont déjà uni leurs forces en abattant des roquettes et des drones au Moyen-Orient, et il faut faire de même en Ukraine. Ces missiles et drones ne survolent pas seulement l'Ukraine, mais il y a aussi eu quelques cas où ils étaient sur le territoire de nos voisins. Comme l'a dit le président Zelensky, « le Bélarus prend les devants en abattant les drones russes. »

Nous sommes très reconnaissants au gouvernement canadien d'avoir adopté la position selon laquelle il n'y a aucune restriction à utiliser des armes occidentales et à longue portée pour frapper des cibles militaires légitimes en territoire russe.

En terminant, il y a une autre chose qui est très importante. Enfin et surtout, j'attire votre attention aujourd'hui sur un autre grand défi, à savoir la désinformation russe. Les campagnes de désinformation ciblent la volonté humaine et, d'un point de vue militaire, comme le général Eyre l'a dit à juste titre tout récemment, si cette volonté est touchée avant que le premier coup de feu ne soit tiré, il y a moyen de gagner avant même de se battre. L'objectif principal des campagnes de propagande russes est de remettre en question nos démocraties, de semer le chaos et de réduire le soutien occidental à l'Ukraine. Il est bien financé, y compris par des opérations secrètes et non secrètes, et nous devons prendre ce danger très au sérieux.

Je vous remercie de votre attention. Je suis prête à répondre à vos questions.

• (1655)

**Le président:** Je vous remercie, madame l'ambassadrice.

Si nous poursuivons jusqu'à 18 heures, nous pourrions faire deux tours complets, un de six minutes et l'autre de cinq. Est-ce que cette proposition vous convient?

**Des députés:** D'accord.

**Le président:** Nous remercions les généraux Ritchie et Smith d'être restés pour répondre...

Sur ce, monsieur Bezan, vous avez six minutes.

**M. James Bezan:** Merci, monsieur le président.

Madame l'ambassadrice, c'est un plaisir de vous revoir ici.

Je remercie les généraux d'être présents et d'avoir accepté de rester plus longtemps. Comme vous le savez, nous avons eu des votes et un hommage à la Chambre pour un de nos anciens collègues. Un certain nombre d'entre nous ont eu la chance de siéger avec le député et voulaient entendre les hommages.

Madame l'ambassadrice, la plupart de mes questions s'adressent à vous. Tout d'abord, je tiens à exprimer notre gratitude à tous les braves femmes et hommes qui servent dans les forces armées ukrainiennes, qui résistent à l'agression russe, et à tous les braves civils pour le travail extraordinaire qu'ils accomplissent en soutenant l'effort de guerre en Ukraine et en défendant la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit.

Nous, les conservateurs, appuyons l'Ukraine, comme vous le savez. Nous soutiendrons toujours l'Ukraine, et nous continuerons de le faire à l'avenir, de toutes les façons possibles.

Vous avez parlé de désinformation. Avez-vous été choquée de voir le film de propagande russe *Russians at War*, qui a été financé avec l'argent des contribuables canadiens par l'entremise du Fonds des médias du Canada, qui est une branche du gouvernement canadien?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je vous remercie.

Je pense que la position de l'Ukraine a été très claire en ce qui me concerne, en ce qui concerne notre ambassade, notre gouvernement et notre ministère des Affaires étrangères. Nous avons été choqués de voir que le Festival international du film de Toronto, le TIFF, offrait une vitrine à ce film, qui fait partie de la campagne de propagande russe. Il y a eu de nombreux rapports produits par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies et d'autres organisations internationales qui sont présentes en Ukraine. Vous avez tous vu ce qui s'est passé, comme les nombreux journalistes canadiens indépendants qui se sont rendus en Ukraine et à qui nous avons ouvert nos frontières. Nous avons tous été témoins des crimes de guerre horribles commis par les soldats russes à Boutcha, à Irpine, à Izioum, les charniers, la violence sexuelle qu'ils ont utilisée comme arme de guerre, et les meurtres de civils. Encore aujourd'hui, le commissaire ukrainien aux droits de la personne a publié des renseignements fiables à propos d'un prisonnier de guerre qui a été passé au fil de l'épée par des soldats russes, une vidéo horrible. C'est ce que font les soldats russes en Ukraine.

Je pense que la présentation d'un film qui ne montre qu'un point de vue est une tentative de blanchir les crimes de guerre russes. C'est ce que la Russie et la campagne de propagande russe font pour tenter de brouiller les cartes. C'est très dangereux, parce que c'est ainsi que fonctionne la propagande. Nous sommes vraiment déçus de la décision du TIFF de diffuser ce film. C'est très blessant pour les centaines de civils qui ont été tués et les milliers de familles qui ont perdu des êtres chers à cause de la cruauté et de la barbarie des soldats russes. Pas de la Russie, mais des soldats russes, parce que c'est bien un soldat russe qui a appuyé sur le bouton pour lancer le missile qui a détruit notre plus grand hôpital pour enfants. C'est un soldat russe qui a pris la décision de tuer ces civils. Nous devons en être conscients et nommer les choses très clairement. Ce n'est pas toute la Russie. En tant qu'êtres humains, nous avons le choix de le faire ou de ne pas le faire. Nous avons vu ce que les soldats russes ont fait en Ukraine.

**M. James Bezan:** Croyez-vous que le gouvernement du Canada devrait exiger que ces fonds soient récupérés, puisqu'ils ont été utilisés à des fins de désinformation?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Nous saluons la décision de...

**M. James Bezan:** C'est plus de 345 000 \$.

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Nous saluons la décision du conseil d'administration de TVO de dénoncer le film et de cesser de le diffuser.

**M. James Bezan:** À la fin de novembre, le général Budanov des forces de défense ukrainiennes a demandé à ce que les 83 000 roquettes CRV7 dont nous disposons soient envoyées en Ukraine. Elles étaient entreposées et destinées à être détruites. En février, le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, voyant qu'il n'y avait pas de réponse, a exigé que le gouvernement du Canada — les Forces armées canadiennes — les envoie. En juin, le gouvernement a annoncé l'envoi d'environ 3 000 roquettes et munitions, et enfin, il y a deux semaines, l'envoi des 80 000 roquettes restantes.

L'Ukraine a-t-elle reçu ces roquettes, et avez-vous une idée du moment où les autres seront livrées afin que le pays puisse les utiliser pour protéger sa souveraineté et son peuple?

• (1700)

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je vous remercie de cette question.

En effet, nous sommes très reconnaissants au ministère de la Défense nationale d'avoir décidé de nous donner ces roquettes. Cer-

taines sont livrées, d'autres en route et d'autres viennent tout juste d'être annoncées. Sur le plan logistique, cela prend un certain temps, mais nous espérons que la livraison sera rapide. C'est important parce que, comme nous l'avons mentionné, sur certaines parties du front, la Russie domine par un rapport de feu d'artillerie de 12 contre 1, parfois de 5 contre 1. Même si ces roquettes étaient déclassées, nous en ferons certainement bon usage.

**M. James Bezan:** Bien.

J'aimerais revenir rapidement sur une question que Mme Mathysen a posée.

Vous connaissez Armatec Survivability, à London, en Ontario. Ils remettent à neuf des VBL, des véhicules blindés légers. CBC a publié un article selon lequel l'entreprise serait autorisée à mettre à niveau et à moderniser, puis à réarmer, 50 VBL, mais il n'y a pas eu de contrat avec la Corporation commerciale canadienne. Il n'y a eu aucune communication de la part du gouvernement du Canada. On n'en entend plus parler.

Avez-vous entendu parler de quoi que ce soit à propos de ces VBL — je pense qu'on les appelle les « Block-K » —, à savoir s'ils seront mis à la disposition de l'Ukraine pour l'aider à protéger ses soldats dans la bataille contre la Russie?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je vous remercie.

Nous sommes reconnaissants au Canada de son appui ferme à la coalition des capacités et à la coalition des blindés. Nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement canadien et les fabricants canadiens, et nous sommes heureux de la décision du ministère de la Défense de remettre à neuf de vieux véhicules déclassés. Bien sûr, il y a un besoin urgent de véhicules blindés, qu'ils sortent de l'usine ou qu'ils soient remis à neuf. C'est l'une des façons que nous avons trouvées d'accélérer le processus.

Nous sommes heureux de la décision du ministère de la Défense d'appuyer ce projet et nous attendons avec impatience la décision de la Corporation commerciale canadienne.

**Le président:** Je n'aime pas vous interrompre, mais je vais devoir le faire. Je m'en excuse. Nous avons deux généraux et une ambassadrice comme témoins, et je dois les interrompre.

Monsieur Collins, vous êtes le suivant. Vous avez six minutes.

**Un député:** Non, je pense que c'est...

**Le président:** Je viens de regarder M. Collins et je lui ai demandé s'il était le suivant, et il a répondu « oui ».

**M. Chad Collins:** Je suis prêt.

**Un député:** Nous le sommes tous.

**M. Chad Collins:** Passons à Mme Lapointe.

**Le président:** Mme Lapointe, d'accord. Je suis désolé. Maintenant que tout est clair, allez-y.

**Mme Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci, Votre Excellence, d'être avec nous aujourd'hui.

Dans quelle mesure le rôle de l'OTAN est-il important pour aider à protéger l'Ukraine et les États baltes contre d'autres agressions de la Russie? Quelles autres mesures l'Ukraine aimerait-elle voir prises de la part de l'alliance?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** La première, et la plus importante, est l'invitation de se joindre à l'OTAN. C'est ce qui est d'une importance cruciale et qui apportera la sécurité à l'Ukraine, la sécurité d'après-guerre, et cela augmentera également la capacité de l'OTAN parce que les forces armées ukrainiennes sont maintenant vraiment très fortes, et elles ont une expérience de combat réelle comme d'autres membres de l'OTAN. De plus, bien sûr, comme nous l'avons vu après l'invasion russe, l'OTAN a beaucoup changé. Deux autres pays en sont maintenant membres. En tant qu'alliance, l'OTAN est donc devenue plus forte. Aujourd'hui, les capacités militaires et de défense, ainsi que les dépenses et les investissements en matière de défense sont pris très au sérieux par tous les pays de l'OTAN. Ce qui est le plus important, donc, c'est notre future adhésion à l'OTAN.

• (1705)

**Mme Viviane Lapointe:** J'aimerais poser une question aux généraux puisque je n'en ai pas eu l'occasion lors de la première série de questions. Quelle est l'analyse actuelle du ministère de la Défense nationale sur les objectifs stratégiques de la Russie en Ukraine et dans la région de la Baltique?

La deuxième partie de ma question est la suivante: comment ces objectifs ont-ils évolué au cours du conflit?

**Mgén Gregory Smith:** Je dois admettre que les objectifs stratégiques de la Russie sont quelque peu confus. De toute évidence, si la Russie voulait fissurer l'OTAN, cela ne s'est pas produit. Si elle voulait vaincre l'Ukraine, cela ne s'est pas produit non plus.

Jusqu'à maintenant, les choses ne vont pas très bien pour elle. En effet, deux nouveaux pays se sont joints à l'OTAN — la Finlande et la Suède —, ce qui témoigne du succès croissant de l'Occident. De plus, compte tenu de l'héroïsme dont continue de faire preuve le peuple ukrainien, avec le soutien de l'Occident, elle n'a pas été en mesure d'atteindre ses objectifs jusqu'à maintenant.

**Mme Viviane Lapointe:** Merci.

Selon le ministère de la Défense nationale, quelle est la probabilité que le conflit en Ukraine s'étende aux pays baltes ou se transforme en une guerre régionale plus vaste?

**Mgén Robert Ritchie:** Je dirais que l'OTAN s'est professionnalisée depuis 2022, tant pour ce qui est des plans régionaux, des plans fonctionnels, des plans d'urgence et de son nouveau modèle de préparation, appelé nouveau modèle de la force de l'OTAN. Sur le flanc est, le nombre de groupes tactiques est passé de quatre à huit, et il y a maintenant huit brigades. Je ne peux pas prédire ce qui peut se passer sur le front russe à ce niveau de classification, mais je peux vous dire que l'OTAN est galvanisée par ce qui se passe et par la solidarité de l'alliance, y compris le soutien à l'Ukraine.

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, si vous me permettez d'ajouter quelque chose, comme je sais que le Comité s'est rendu en Lettonie, je pense que vous avez vu les effets au sein de l'alliance. Nous avons maintenant 14 pays qui sont présents avec le Canada en Lettonie et qui se sont réunis pour assurer la défense de ce pays. Voilà un exemple des progrès réalisés par l'OTAN depuis 2017, en particulier. Je pense que c'est un grand signe de réussite et d'unité.

**Mme Viviane Lapointe:** Nous avons parlé de désinformation. J'aimerais savoir comment le ministère évalue les risques liés à la cybersécurité que le conflit fait peser sur les alliés de l'OTAN, et quelles mesures sont prises pour renforcer la cyberdéfense dans ces régions.

**Mgén Robert Ritchie:** En effet, en 2022, le ministre de la Défense de l'Ukraine nous a fait une demande à cet égard, et nous avons immédiatement renforcé les capacités de cyberdéfense ukrainiennes. Notre approche a été réfléchie et progressive, et la relation a considérablement évolué au cours des 24 derniers mois. Je dirai plus précisément qu'on parle d'une expertise en cybersécurité offerte 24 heures sur 24, sept jours sur sept, de renseignement sur les cybermenaces, d'outils logiciels, de matériel, de services infonuagiques et de solutions techniques. C'est en fait une relation bilatérale — réciproque —, car nous fournissons du soutien, mais nous en apprenons aussi sur les menaces, et nous travaillons avec nos alliés aux vues similaires.

**Mme Viviane Lapointe:** Je vous remercie.

Pouvez-vous nous dire quels sont les indicateurs clés que le ministère surveille et qui pourraient donner à penser que les menaces militaires contre les pays baltes membres de l'OTAN s'intensifient?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, je peux essayer de répondre à la question.

Nous avons le renseignement. Nous avons toutes ces forces sur place qui analysent en permanence le renseignement stratégique. En effet, l'OTAN, qui compte maintenant 32 membres, surveille activement ce qui se passe dans les pays baltes. Si je peux dire... Nous collaborons beaucoup avec les trois pays baltes et en particulier avec la Pologne. Comme mon collègue l'a dit, l'OTAN a préparé des plans. J'ai travaillé à l'OTAN il y a quelques années et le travail se poursuit pour mettre en place des mesures dissuasives — il s'agit plus de dissuasion que de défense —, afin que la Russie n'ait jamais l'intention de s'attaquer à l'OTAN. Il y a un niveau de dissuasion et de défense pour l'empêcher de s'en prendre à une alliance de 32 membres.

[Français]

**Le président:** Madame Normandin, vous avez la parole pour six minutes.

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup.

Votre Excellence, c'est toujours un plaisir de vous recevoir au Comité.

J'aimerais connaître votre opinion sur une question que j'ai posée un peu plus tôt aux généraux quant aux besoins de l'Ukraine en munitions de 155 millimètres. Où en est-on, à peu près? Les besoins ont-ils changé? Y en a-t-il de nouveaux? Dans quelle mesure les alliés sont-ils capables de répondre à ces besoins, présentement?

Ensuite, au sujet de l'augmentation du nombre de munitions de 3 000 à 5 000 par mois que le Canada fournit à l'Ukraine, cela peut-il être augmenté de quelque façon?

• (1710)

[Traduction]

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je vous remercie.

En effet, les obus d'artillerie de 155 millimètres sont l'une des principales demandes que notre ministre de la Défense reçoit directement de la ligne de front. On sait que la Russie peut en produire et que la Corée du Nord lui en fournit également un grand nombre. Nous sommes reconnaissants envers le Canada d'avoir appuyé l'initiative tchèque, qui consistait à nous fournir des obus d'artillerie. Cependant, bien sûr, il nous en faut des millions et il faut donc augmenter conjointement la production. Nous commençons à en produire aussi en Ukraine, mais, bien sûr, nous sommes heureux de recevoir des obus d'artillerie de 155 millimètres supplémentaires de la part de nos partenaires, y compris du Canada et des producteurs canadiens.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup.

Un peu plus tôt, j'ai posé une question sur la possibilité de faire des frappes plus profondes sur des cibles militaires russes, et j'aimerais aussi connaître votre point de vue sur cette question. On sait ce qu'on pourrait viser, comme des bases de lancement, des chaînes de production et des chaînes d'approvisionnement qui comprennent des trains.

À quel point cela peut-il aider l'Ukraine? Croyez-vous que cela pourrait changer complètement la donne? J'aimerais que vous nous parliez de l'aspect qualitatif de la chose.

[Traduction]

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je vous remercie de cette question. C'est vraiment important.

Comme nous l'avons vu en 2022, nous avons pu libérer la région de Kherson grâce aux HIMARS. Les HIMARS ont la capacité de frapper les infrastructures de la chaîne d'approvisionnement russe et tous ses dépôts de stocks militaires. Nous avons vu la ligne de front russe se fissurer. La guerre est aussi une question de logistique. Il faut pouvoir acheminer les soldats sur la ligne de front.

À quoi faisons-nous face maintenant?

La Russie utilise maintenant ses drones aériens pour lancer des missiles à partir de l'intérieur de la Russie. Elle sait aussi, en raison des restrictions qui nous sont imposées, que nous ne pouvons qu'utiliser les systèmes de défense aérienne contre ses missiles... Nous essayons d'abattre les drones Shahed, les missiles balistiques et tous les autres missiles. Presque toutes les nuits, les sirènes retentissent. Les drones survolent le ciel ukrainien et s'abattent partout sur le territoire ukrainien.

Si nous pouvions attaquer et détruire les chaînes d'approvisionnement russes et ces cibles militaires légitimes, y compris les bases aériennes d'où la Russie lance ces missiles, cela changerait considérablement la situation pour nos soldats sur la ligne de front et pour les civils dans tout le pays.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup.

J'ai une question plus longue à vous poser, mais je vais la garder pour le deuxième tour.

En attendant, j'aimerais que vous nous parliez de la désinformation. On pourrait dire, par exemple, que les incursions ukrainiennes ne sont pas réelles, que cela ne va pas aussi bien qu'on le dit. La lutte contre la désinformation pourrait passer par l'utilisation de l'imagerie satellite, par exemple.

Devrait-on fournir plus de ressources pour l'utilisation de l'imagerie satellite, notamment pour contrer la désinformation? Cela permettrait, par exemple, de confirmer que, lorsque la Russie affirme que les attaques ne fonctionnent pas, ce n'est pas vrai.

[Traduction]

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je pourrais probablement passer des heures et des heures à vous donner des exemples de désinformation russe, non seulement depuis février 2024 ou 2022, mais depuis 10 ans.

Il faut comprendre que la Russie a des méthodes de désinformation et de propagande très sophistiquées. Nous avons des cas historiques où la Russie a ciblé les communautés ukrainiennes il y a 30, 40 et 50 ans, alors qu'elle était l'un des pays qui soutenaient le plus activement l'indépendance de l'Ukraine.

Le problème est le même ici. Les outils sont probablement un peu différents. Il y a maintenant les médias sociaux. Il y a d'autres ressources, y compris la prétendue diplomatie culturelle que la Russie utilise pour répandre des faussetés.

On dit que les sanctions ne fonctionnent pas, mais quand on regarde les résultats financiers de l'une des anciennes plus grandes entreprises russes, Gazprom, on peut voir qu'elle perd de l'argent, que les investissements et son rendement diminuent. C'est l'un des exemples qu'on peut examiner.

C'est ce qui se produit aussi sur le front. Il y a même eu des cas de campagnes de désinformation russes qui visaient à briser le moral des soldats de certaines brigades qui se trouvaient dans les tranchées et sur les lignes de front en Ukraine. Des messages très sophistiqués étaient envoyés sur des chaînes Telegram et d'autres médias sociaux leur disant qu'ils feraient mieux de se rendre, parce que tous les autres commandants avaient quitté le champ de bataille, etc.

Ce sont des opérations très sophistiquées. Beaucoup d'entre elles se font dans l'ombre. Nous venons tout juste de recevoir des nouvelles des États-Unis disant qu'il y a eu une enquête sur quelques entreprises qui travaillaient avec, et étaient financées par, des espions russes.

● (1715)

**Le président:** Vous avez six minutes, madame Mathysen.

**Mme Lindsay Mathysen:** Merci, monsieur le président.

Merci, madame l'ambassadrice, d'être venue aujourd'hui.

Il y a eu beaucoup de discussions au sujet du matériel militaire qui est si important pour que l'Ukraine mène des actions défensives. Je sais que les Canadiens sont très fiers de jouer un rôle à cet égard.

Nous voulons naturellement que le matériel soit suffisant et sécuritaire. M. Bezan a notamment parlé de l'envoi des roquettes CRV7. Nous avons beaucoup parlé au sein du Comité de la nécessité de veiller à ce que le matériel soit sécuritaire et performant, et que son transport se fasse de manière sécuritaire.

J'aimerais que les généraux et vous-même, madame l'ambassadrice, nous parliez de ce qui est fait pour s'assurer que tout le matériel plus ancien est sécuritaire, et en quoi cela retarde son envoi, si c'est le cas. Des mesures de contrôle sont en place de part et d'autre pour s'assurer que la sécurité n'est pas négligée dans les discussions, alors comment procède-t-on dans ce cas?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, je peux parler au moins du point de vue canadien.

En effet, pour les CRV7, comme il a été mentionné, un premier envoi est arrivé en Ukraine, et nous nous préparons à en expédier d'autres. Et comme on l'a dit, nous devons nous assurer que le matériel est sécuritaire. Un petit nombre de roquettes sont munies d'une ogive. Cependant, la grande majorité d'entre elles ont une capacité explosive.

Il est extrêmement important de procéder aux vérifications nécessaires pour s'assurer qu'elles peuvent être transportées que ce soit par avion ou par bateau. Évidemment, nous n'envoyons pas à notre partenaire ukrainien du matériel qui pourrait blesser ses soldats. Nous avons donc procédé à ces vérifications pour nous assurer que ces systèmes d'armes que nous leur transférons sont sécuritaires.

**Mme Lindsay Mathysen:** Pour ce qui est de la fiabilité du côté ukrainien...

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** La perception de la sécurité est un peu différente quand on est en guerre.

D'une part, nous sommes grandement reconnaissants des procédures utilisées pour tester la sécurité du matériel pendant le transport et l'utilisation. Le premier envoi est maintenant arrivé en Ukraine.

Cependant, il faut aussi comprendre qu'un équilibre s'impose toujours entre les normes de sécurité et l'urgence des besoins. Si la brigade n'a pas d'armes, tout ce qu'on dit sur la sécurité devient théorique, parce que, demain, ces gens pourraient être blessés ou même, malheureusement, tués s'ils ne sont pas équipés et ne disposent pas de véhicules blindés, que ce soit pour combattre ou pour se replier.

C'est important précisément dans le cas des roquettes. Bien qu'il soit très important pour nous tous de veiller à ce que les mesures de sécurité nécessaires soient prises pendant qu'elles sont expédiées ou utilisées en Ukraine, nous voyons les choses différemment pour de nombreux autres types de matériel. L'urgence l'emporte très souvent dans ce cas pour nous.

Je tiens à remercier le ministère de la Défense de nous aider à renforcer nos capacités, en nous fournissant non seulement des véhicules blindés et d'autres types d'armes, mais aussi des trousseaux de pièces de rechange et d'entretien. C'est très important pour que l'armement soit utilisé le plus efficacement et le plus longtemps possible.

Je tiens à répéter que nous vous en sommes très reconnaissants.

• (1720)

**Mme Lindsay Mathysen:** Une partie des problèmes que nous avons constatés... Vous avez mentionné que notre lenteur à imposer des sanctions n'est pas efficace. On a bien sûr été déçu d'apprendre que des composantes électroniques fabriquées au Canada se trouvaient dans des missiles et des drones russes. Je pense que nous en avons un peu discuté ici, au Comité.

J'aimerais beaucoup que vous commentiez, madame l'ambassadrice, la diligence raisonnable dont le Canada fait preuve à l'heure actuelle en ce qui concerne nos obligations en matière d'exportation d'armes pour surveiller l'utilisation finale de ces exportations et leurs répercussions sur l'Ukraine.

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Merci.

En effet, nous continuons de trouver beaucoup de pièces de rechange produites par l'Occident dans différents types d'armes russes. Pour ce qui est de l'information que je peux partager, nous n'avons pas trouvé récemment de pièces canadiennes. Nous vous remercions de surveiller la situation. Nous savons que le MDN prend très au sérieux le fait d'empêcher que la technologie canadienne soit utilisée par la machine de guerre russe.

Il y a d'autres alliés avec lesquels nous travaillons en étroite collaboration pour intervenir en prenant des mesures plus ciblées, car bon nombre de ces pièces de rechange occidentales se trouvent dans des missiles, des drones et ainsi de suite. Nous travaillons avec le MDN et Affaires mondiales. Le mécanisme établi à l'échelle internationale a été resserré pour tous les permis d'exportation. De notre côté, nous nous y conformons entièrement.

**Mme Lindsay Mathysen:** Pourriez-vous nous parler du rôle du Canada dans la promotion — au sein de la communauté internationale également — des initiatives contre les mines? De quel soutien l'Ukraine a-t-elle besoin pour poursuivre le déminage? Je sais que les Canadiens sont parmi les meilleurs dans ce domaine, mais de quel soutien supplémentaire auriez-vous besoin pour le déminage dans les campagnes, surtout après cette guerre?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Merci.

En effet, nous apprécions grandement le soutien que le Canada nous fournit dans le domaine du déminage. L'Ukraine est maintenant l'un des pays les plus contaminés par les mines, y compris dans ses champs de céréales. Malheureusement, bon nombre des victimes sont des civils et des agriculteurs qui continuent de travailler dans les champs, parce que nous demeurons l'un des plus grands exportateurs de céréales au monde. C'est un grand enjeu pour nos civils et pour nos militaires. L'équipement de déminage pour les militaires est important. Cela fait partie de nos demandes.

Cependant, en ce qui concerne l'équipement de déminage pour les civils, le Canada a été l'un des premiers pays à intervenir et à doubler, à ce moment-là, notre capacité en grosses machines de déminage pour nous aider à nettoyer les champs afin que nos agriculteurs puissent revenir y travailler pour approvisionner le monde en nourriture.

Merci.

**Le président:** Merci.

Voilà qui met fin à notre première série de questions.

Pour le deuxième tour, nous commençons par M. Allison, pour cinq minutes.

**M. Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie l'ambassadrice de sa présence, ainsi que les majors-généraux.

J'ai une question pour vous, madame l'ambassadrice. Vous avez parlé de « chantage nucléaire ». Poutine a fait des menaces claires à ce sujet.

Poutine a fait des choses terribles et la Russie est connue pour sa désinformation, mais selon vous, dans quelle mesure ces menaces sont-elles réelles? Pensez-vous qu'il s'agit simplement de désinformation, ou estimez-vous que les menaces sont sérieuses?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Si je ne me trompe pas, depuis le 24 février 2022, la Russie a fait 72 fois du chantage avec des menaces nucléaires. Cela fait également partie de leur campagne visant à établir des limites à ne pas franchir. Souvenez-vous de ce que la Russie a fait lorsque l'Ukraine a commencé à demander des armes à l'OTAN. C'était le même discours à l'époque. Il y a eu les chars d'assaut, puis la défense aérienne, ensuite les avions de chasse. Maintenant, c'est les missiles de longue portée. C'est la même rengaine.

Si on examine ce qui se passe vraiment, y compris nos opérations à Kursk, on peut en conclure qu'il s'agit de chantage. C'est une stratégie habituelle de la Russie pour freiner le soutien de nos partenaires et certaines de leurs décisions. Voilà de quoi il s'agit.

• (1725)

**M. Dean Allison:** Êtes-vous du même avis? Pensez-vous qu'il s'agit simplement de désinformation, ou y a-t-il une menace légitime?

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, la seule chose que j'ajouterais, c'est que la domination croissante est une doctrine russe standard; ils essaient toujours de faire croire qu'ils vont aller plus loin.

Ils ont des armes nucléaires, et du côté de l'alliance, nous en sommes très conscients et l'alliance utilise sa propre capacité nucléaire comme moyen de dissuasion.

**M. James Bezan:** Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur Allison, de partager votre temps avec moi.

Madame l'ambassadrice, le gouvernement du Canada a promis en janvier 2023 que nous allions vous envoyer des systèmes de défense aérienne NASAMS. En mars 2023, la ministre Anand a dit que le projet était en cours, et nous entendons maintenant dire qu'il pourrait se concrétiser en janvier 2025.

Je sais que vous en avez besoin maintenant. Ce système serait très utile pour protéger les villes et les civils en Ukraine. Avez-vous obtenu une date ferme pour la livraison des systèmes NASAMS?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Merci.

En effet, nous sommes contents de la décision de nous aider avec un système de défense aérienne. Il est en production. Le système canadien et le système que nos autres partenaires se sont également engagés à nous fournir sont maintenant en production par un fabricant américain. Nous avons hâte de les recevoir. À ce stade-ci, personne ne peut rien faire de plus pour accélérer les choses. C'est le processus de production. Nous avons reçu des dates possibles, qui dépendent plutôt du fabricant.

De plus, ce qui serait très utile, c'est recevoir plus de missiles pour ce système de défense aérienne, car nous en avons peu en Ukraine à l'heure actuelle. Bien sûr, nous espérons en obtenir plus, mais sans les missiles, nous ne pourrions pas utiliser le système. S'il est possible de nous fournir également ces missiles, ce serait très précieux. Entretemps, nous attendons l'arrivée du système.

**M. James Bezan:** Madame l'ambassadrice, le fabricant des roquettes CRV7, qui sont fabriquées au Canada, est également un fabricant de missiles qui a encore la capacité d'en produire. J'espère que le gouvernement du Canada examinera nos propres capacités nationales et nos forces industrielles dans le secteur de la défense pour vous fournir davantage de ces missiles.

Nous avons parlé un peu des obusiers M777 et des obus de 155 millimètres. Le gouvernement a tardé et hésité à en augmenter notre production.

Madame l'ambassadrice, pouvez-vous nous dire si le Canada envoie ou non plus de munitions de 155 millimètres à l'Ukraine, ou si ces munitions proviennent d'autres pays?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Comme je l'ai dit, le ministère de la Défense nationale s'est joint à la coalition tchèque pour fournir à l'Ukraine des obus d'artillerie de 155 millimètres. C'est une coalition internationale. De nombreux autres pays ont apporté une contribution financière pour permettre à nos collègues tchèques d'acheter et de fournir ces obus d'artillerie de 155 millimètres à l'Ukraine.

Nous apprécions beaucoup cela, mais nous voyons qu'en général, la capacité de production est insuffisante dans le monde. Nous le constatons aussi alors que nous lançons notre propre production. Il y a beaucoup de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement pour ce type de production. Nous avions commencé à en parler il y a deux ans. L'industrie de la défense est maintenant un grand partenaire, mais aussi un important goulot d'étranglement. Nous devons nous assurer d'être tous capables de produire, en travaillant ensemble. Parfois, ce n'est pas une question d'argent; c'est simplement une question de capacité matérielle.

Je tiens également à remercier les nombreux producteurs canadiens du secteur de la défense qui travaillent à la production du matériel militaire. Je pense qu'une grande partie du soutien militaire que le Canada nous a fourni est produit au Canada. J'ai visité beaucoup de ces producteurs et je veux profiter de l'occasion pour remercier ces entreprises et les gens qui y travaillent pour leurs efforts.

• (1730)

**Le président:** Merci.

Les questions de cinq minutes semblent se rapprocher de six minutes et demie ou sept minutes.

Madame Lalonde, vous avez cinq minutes.

**Mme Marie-France Lalonde:** Je vais céder la parole à ma collègue, Mme Lambropoulos.

**Le président:** Madame Lambropoulos, vous avez cinq minutes.

**Mme Emmanuela Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins d'être parmi nous aujourd'hui pour discuter de cette question importante.

Ma première question s'adresse à l'ambassadrice Kovaliv.

Vous avez mentionné dans votre déclaration préliminaire que le soutien que l'Ukraine a reçu de ses alliés est l'une des principales raisons pour lesquelles le pays a connu autant de succès, et grâce aussi, bien sûr, à la bravoure des soldats sur le terrain.

Le Canada a engagé plus de 4,5 milliards de dollars en aide militaire et a entraîné plus de 40 000 soldats ukrainiens.

Je me demande si vous pouvez nous dire quels investissements ont été les plus utiles et ce que nous pouvons faire de plus à ce stade.

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Merci.

En effet, j'aimerais vous remercier pour le solide soutien militaire et, comme je l'ai mentionné, pour l'approche que nous élaborons ensemble en matière de capacités.

Dans le cas des avions de chasse, le Canada nous aide à former des pilotes ukrainiens. Non seulement les autres partenaires nous fournissent des avions de chasse F-16, mais nous avons aussi besoin de pilotes bien formés qui peuvent les utiliser efficacement.

En ce qui concerne la coalition pour les véhicules blindés, il n'y a pas que les véhicules blindés eux-mêmes, il y a toute une chaîne d'approvisionnement. Il y a beaucoup d'autres exemples.

Une autre chose que je tiens à mentionner, et je tiens à vous remercier pour cela en présence des généraux ici présents, c'est le programme d'entraînement Unifier. Il a commencé en 2015. Au début de la guerre, plus de 30 000 hommes et femmes ukrainiens ont été formés par des formateurs canadiens dans le cadre du programme Unifier. Le total est maintenant beaucoup plus élevé. Il approche 40 000.

Je pense que les généraux pourraient aussi probablement dire qu'il ne s'agit pas seulement d'une formation unilatérale. C'est un échange d'expériences. C'est vraiment une situation gagnant-gagnant à la fois pour nos forces armées et pour les membres des Forces armées canadiennes.

J'ai toujours le privilège de rencontrer les équipes qui arrivent en rotation de six mois pour l'opération Unifier. Je suis toujours très touchée de voir à quel point ils sont fiers de faire partie du programme Unifier, comment cet échange... et comment les gens restent en contact. Nous bâtissons aussi des relations avec les gens qui nous protègent physiquement, nos soldats.

**Mme Emmanuela Lambropoulos:** Je vous remercie.

Vous avez également mentionné dans vos remarques liminaires l'utilité des armes à longue portée à ce stade et la capacité de l'Ukraine à les utiliser contre la Russie. Je sais que les majors-généraux Smith et Ritchie en ont parlé un peu plus tôt, mais vous avez été interrompu. Je sais que vous voulez sans doute terminer les réflexions que vous aviez commencé à exposer plus tôt.

Je vais commencer avec l'ambassadrice Kovaliv pour qu'elle explique pourquoi ce serait avantageux à ce stade-ci.

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je vous remercie.

Comme je l'ai dit, on ne peut pas protéger, par exemple, comme on l'a vu près de Vovchansk à Kharkiv il y a quelques mois, quand la Russie tentait d'avancer du nord-est sur 30 kilomètres jusqu'à la frontière russe. Si nous ne sommes pas en mesure de frapper sur le territoire russe, il est très difficile de protéger en particulier les grandes villes qui sont situées à proximité de la frontière russe, car la cible légitime est les dépôts militaires russes, toute la logistique que la Russie utilise et les endroits où elle lance ses missiles, y compris les missiles balistiques.

Il y a donc deux façons de procéder: augmenter considérablement les compétences en matière de défense aérienne et réduire les missiles et les drones, y compris au moins à la frontière occidentale. Nous avons vu des exemples de drones russes qui sont tombés sur le territoire de membres de l'OTAN et nous avons vu l'unité et la façon dont ils peuvent être interceptés avec succès au Moyen-Orient. Nous avons absolument besoin de ces décisions de la part de nos alliés.

• (1735)

**Mgén Robert Ritchie:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

Cela étend effectivement le champ de bataille et la complexité du conflit et expose les forces de deuxième et troisième échelon de l'appareil militaire russe, plus vulnérables, qui mènent des opérations en profondeur. Nous reconnaissons certainement les avantages inhérents d'une telle capacité, et c'est pourquoi nous sommes emballés, dans le cadre de la nouvelle politique canadienne « Notre Nord, fort et libre », de pouvoir également explorer cette capacité pour les Forces armées canadiennes.

**Le président:** Les 5 minutes sont écoulées, avec 2,5 secondes restantes.

[Français]

Vous avez la parole, madame Normandin.

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma question comporte deux volets. Elle s'adresse à la fois à Mme l'ambassadrice et aux majors-généraux.

J'aimerais savoir jusqu'à quel point les civils ukrainiens sont mobilisés pour aller au front à l'heure actuelle. S'agit-il vraiment d'un état de guerre totale ou serait-il encore possible de mobiliser des civils en offrant, par exemple, plus de soutien sur le plan logistique, en les remplaçant par des forces internationales ou plus de soutien médical, notamment?

S'il était possible de mobiliser davantage de civils, pourrions-nous, de notre côté, former plus de recrues au camp d'entraînement de Lydd, par exemple, si l'afflux de celles-ci était accru?

[Traduction]

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Merci.

La mobilisation en Ukraine est imminente. Elle est en place. Nous avons numérisé un grand nombre de services, si bien que les données de tous les hommes en âge de servir sont désormais enregistrées et nous les connaissons, mais sur le plan militaire, nous n'avons pas besoin que tous les hommes en âge de servir soient envoyés directement sur la ligne de front, car il y a aussi les infrastructures essentielles, la production de défense et l'économie. Le pays doit continuer de vivre et les entreprises doivent continuer de travailler.

Mais il y a une autre réalité. Nous n'avons pas assez d'équipement, alors il est inutile d'envoyer sur la ligne de front des gens qui sont ni entraînés ni équipés. Notre stratégie n'est pas celle de la Russie, soit d'envoyer des gens qui ont été enrôlés il y a seulement deux ou trois semaines comme ce que l'on appelle malheureusement de la viande pour se faire tuer sur la ligne de front. C'est pourquoi tous les programmes de formation que nous avons sont si utiles. Les gens suivent des formations obligatoires, mais il y a ensuite le besoin en équipement. S'il est question de véhicules blindés ou d'autres types d'équipements dont nous avons besoin pour équiper les brigades, c'est là où le facteur temps est essentiel. Imaginez si nous prévoyions aujourd'hui d'équiper plusieurs grandes brigades, mais qu'il n'y avait pas d'équipement.

**Mgén Robert Ritchie:** Monsieur le président, si je peux ajouter quelque chose, j'ai eu le privilège d'avoir été déployé à Wiesbaden en janvier et en février 2022 à la veille de l'invasion, puis pour les six mois suivants, il était tout à fait inspirant de voir les membres de la population ukrainienne de tous âges auxquels nous avons parlé se rallier pour faire front commun. Les agriculteurs remorquaient des véhicules russes abandonnés et des familles lançaient des cocktails Molotov sur les envahisseurs russes. Cette solidarité a été inspirante pour l'alliance.

Si je peux aborder l'observation de l'ambassadrice, l'un des programmes les plus réussis a été le programme de formation des formateurs. Vous avez parlé du programme LID et de la capacité d'entraîner les recrues. Ensuite, nous avons formé 173 formateurs, qui forment maintenant leurs propres recrues. Pour revenir au point que l'ambassadrice a soulevé plus tôt, nous apprenons autant que nous enseignons. C'est une relation très réciproque où nous apprenons des soldats ukrainiens endurcis par la guerre.

**Le président:** Vous disposez de cinq minutes, madame Mathysen.

**Mme Lindsay Mathysen:** Merci.

Madame l'ambassadrice, j'ai interrogé les majors-généraux à propos des 20 000 enfants qui ont été enlevés par la Russie. J'ai écrit à la ministre des Affaires étrangères au nom de la section de Londres du Conseil ukrainien, mais on n'a malheureusement pas encore reçu de réponse.

Pouvez-vous nous dire comment le Canada peut accroître les pressions diplomatiques sur la Russie et faire sa part pour aider l'Ukraine à ramener ces enfants chez eux?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Je vous remercie.

Les enfants font malheureusement partie des armes de guerre. Ils sont les plus vulnérables.

Nous avons recensé plus de 19 000 cas d'enfants ukrainiens qui ont été déportés de force en Russie. Certains d'entre eux ont été illégalement adoptés par des familles russes. Pour certains garçons de 16 ans, malheureusement, nous avons la preuve qu'ils ont été envoyés dans des camps militaires pour y être entraînés. Il y a un grand risque que la Russie essaie de les envoyer sur les lignes de front. Nous travaillons avec les autres partenaires, et j'aimerais insister sur le rôle important que le Qatar joue pour nous aider à ramener les enfants chez eux.

Malheureusement, un peu plus de 600 enfants ukrainiens seulement ont été ramenés. Pour accroître les pressions diplomatiques et la sensibilisation, conjointement avec le Canada, nous exhortons la coalition internationale à ramener les enfants ukrainiens. À l'heure actuelle, 40 pays ont adhéré à la coalition, et ce nombre continuera d'augmenter.

À la fin d'octobre, ici au Canada — et nous sommes reconnaissants à Affaires mondiales Canada et à la ministre Joly —, nous tiendrons une conférence. L'un des points à l'ordre du jour sera nos efforts internationaux pour ramener les enfants ukrainiens et pour soutenir et coordonner nos efforts diplomatiques. Le Canada nous aide également à réhabiliter les enfants que nous avons réussi à ramener en Ukraine. Ces enfants ont beaucoup souffert, y compris sur le plan de la santé mentale, car ils ont dû s'établir ailleurs. Nous sommes grandement reconnaissants de cette aide.

C'est l'un des crimes les plus horribles, car il vise les plus vulnérables. Cela fait partie de la violation du droit international par la Russie. Ces crimes contre les enfants sont lourdement sanctionnés. C'est pourquoi le mandat d'arrestation contre Poutine est basé sur les crimes contre les enfants ukrainiens.

• (1740)

**Le président:** Je vous remercie.

Don Stewart, bienvenue au Comité.

Vous disposez de cinq minutes, je vous prie.

**M. Don Stewart (Toronto—St. Paul's, PCC):** Merci, monsieur le président.

Ambassadrice Kovaliv, major-général Smith et major-général Ritchie, merci de votre service.

J'ai passé du temps avec l'Ontario Regiment dans les années 1980 et, plus récemment, depuis les six dernières années, je suis le colonel honoraire de la 2<sup>e</sup> Compagnie du renseignement à Toronto. Durant les soirées d'entraînement, nous parlions souvent des drones et de leur importance pour assurer la sécurité de nos troupes et l'exécution de notre stratégie.

Je suis curieux de connaître les activités des FAC et de mettre en place d'urgence l'un ou l'autre de ces drones en tant que petits drones de surveillance ou d'attaque qui peuvent être utilisés conjointement avec nos forces terrestres.

**Mgén Robert Ritchie:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

Les drones ont changé la donne, comme quelques autres capacités sur le champ de bataille que nous surveillons de près. Nous apprenons de nos partenaires ukrainiens dans la bataille contre la Russie. Nous travaillons également à faire l'acquisition de ces capacités dans le cadre de notre récente politique « Notre Nord, fort et libre », car les possibilités qu'offrent les drones sont énormes et nous pensons qu'elles évolueront dans les années à venir.

**M. Don Stewart:** A-t-on prévu d'en fournir à nos troupes en Lettonie?

**Mgén Robert Ritchie:** Ce que je peux dire, monsieur le président, c'est que nous renforçons les compétences de la brigade pour qu'elle atteigne 3 000 soldats déployés avec des capacités additionnelles disponibles pouvant être déployées comme bataillon supplémentaire. Le groupement tactique relèvera de la brigade. Il sera dirigé par le Canada et comprendra 14 pays. Dans la coalition des 14 pays, je crois que nous avons des drones. Les Forces armées canadiennes s'intéressent à la question et nous cherchons à élargir nos capacités à cet égard à l'avenir.

**M. Don Stewart:** Je crois savoir que dans le bataillon... Je suis désolé, dans la brigade, il y aura un nombre important de réservistes, ce qui m'amène à m'interroger sur la formation avant le déploiement. Allons-nous avoir des soldats qui seront entraînés et prêts à exécuter notre mission en Lettonie?

**Mgén Robert Ritchie:** Je vous remercie de cette question, monsieur le président.

Il est évident que la préparation professionnelle des soldats aux conflits et au service de l'OTAN est une priorité. Ce que nous essayons de faire, c'est de trouver un équilibre entre un entraînement de haut niveau et la réduction du temps loin de chez soi, pour ce qui est de la qualité de vie avant le déploiement, car nous avons eu des problèmes ces dernières années lorsque des soldats pouvaient être déployés pendant plusieurs mois avant de partir pour des déploiements de six à neuf mois. Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est que nous avons la possibilité de mener l'entraînement de validation à Adazi, et la prochaine validation de brigade aura lieu entre le 4 et le 14 novembre, où nous serons en mesure de fournir cet entraînement de haut calibre en Lettonie.

• (1745)

**M. Don Stewart:** En mars 2022, nous avons fait pression sur le gouvernement libéral pour qu'il envoie nos véhicules blindés légers II supplémentaires en Ukraine. Nous en avons qui étaient en état de marche, mais il y en avait, si je ne m'abuse, 62 qui devaient être réparés, mais qui étaient considérés comme excédentaires et dont la réparation prendrait 220 jours. C'était en juin 2022. Je me demande s'ils ont été réparés et envoyés en Ukraine.

**Mgén Gregory Smith:** Monsieur le président, je ne peux pas parler de ces statistiques précises. Cela dit, nous travaillons activement avec l'Ukraine. Si on nous demande des carcasses — de M113, de VBL II, comme vous l'avez dit —, nous les acheminons aussi rapidement que possible. De toute évidence, Armatec a proposé de les remettre en état, et nous continuons à travailler à ce dossier afin de conclure un contrat le plus rapidement possible.

**Le président:** Puisque vous n'avez pas été en mesure de répondre à la question portant précisément sur la remise en état des 62 VBL II, je comprends que cela ne figure pas nécessairement dans vos notes, mais si vous pouviez vous engager à répondre au Comité, ce serait utile.

**Mgén Gregory Smith:** Nous en prenons note, monsieur le président.

**M. Don Stewart:** La dernière question que je vais vous poser est la suivante. Notre groupement tactique actuel en Lettonie possède-t-il les capacités suffisantes pour se défendre contre l'armée russe dans son état actuel?

**Mgén Robert Ritchie:** Je vous remercie de la question, monsieur le président.

À l'heure actuelle, cette brigade est formidable. Elle comprend de l'infanterie, des blindés, de l'artillerie, des hélicoptères tactiques qui viennent d'être déployés par l'Aviation royale canadienne, de la logistique médicale et du maintien en puissance. Les sapeurs de combat seront déployés en 2025. Il s'agit d'une opération multinationale dirigée par le Canada et composée de 14 pays, et les autres pays fournisseurs de troupes apportent eux aussi des capacités incroyables.

Cela dit, nous sommes conscients de l'évolution des menaces, et nous cherchons à acquérir de nouvelles capacités, par l'entremise de nouvelles technologies dans la nouvelle politique que nous avons, afin de garantir la réussite de nos forces tournées vers l'avenir.

**Le président:** Monsieur Powlowski, les cinq dernières minutes sont à vous.

**M. Marcus Powlowski:** *Dobry den*, madame l'ambassadrice.

Vous avez parlé de l'importance de l'aide dans la défense aérienne. Lorsqu'il y avait un conflit en Syrie dans lequel les États-Unis étaient impliqués, les forces occidentales étaient disposées à

faire respecter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie. Je pense qu'après l'attaque initiale en 2022, l'Ukraine a demandé de l'aide pour faire respecter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine. L'Ukraine demande-t-elle toujours officiellement ce soutien?

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** L'Ukraine demande de nombreux instruments pour protéger le ciel, y compris le système de défense aérienne et ses missiles, y compris nos partenaires pour nous aider à réduire les missiles et les drones, la frontière occidentale et la prévention de ces frappes, si bien qu'il y a différents...

Nous avons également un très gros et très sérieux problème, à savoir l'occupation russe de la plus grande centrale nucléaire civile — six gigawatts —, la centrale nucléaire de Zaporijjia, qui, depuis le printemps de 2022, est sous occupation russe. Elle représente un risque énorme non seulement pour l'Ukraine, mais aussi pour les pays voisins. Les missiles et les drones volent très près des réacteurs, ce qui représente un risque énorme pour des millions de personnes.

**M. Marcus Powlowski:** Cette question s'adresse aux deux généraux et à l'ambassadrice.

Je pense qu'en 2022, lorsque la question d'une zone d'exclusion aérienne a été soulevée, la réponse de l'Occident a été que ce serait très problématique. Cela pourrait entraîner une guerre mondiale si les forces occidentales de l'OTAN abattaient des avions russes qui survolent l'Ukraine.

À l'heure actuelle, compte tenu des avancées de l'armée ukrainienne avec les missiles surface-air et les systèmes de missiles Patriot, y a-t-il des avions russes qui survolent l'espace aérien ukrainien? S'il n'y a plus d'avions ou d'hélicoptères russes qui survolent l'espace aérien ukrainien actuellement occupé, la situation n'a-t-elle pas changé de manière importante?

Il y aurait probablement plus d'arguments pour que l'OTAN fasse respecter une zone d'exclusion aérienne, qui serait d'abattre des drones et des missiles, afin que les Russes ne se fassent pas tuer dans leurs avions qui survolent l'Ukraine. Est-ce une idée que nous devrions reconsidérer? L'OTAN joue-t-elle un rôle actif pour soutenir une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine?

• (1750)

**Mgén Gregory Smith:** Je vais commencer, monsieur le président.

Vous avez le désavantage d'avoir un groupe de soldats ici, et nous ferons de notre mieux.

Il s'agit d'une opération militaire, et l'Ukraine est un grand pays. Sa superficie est de plus de 600 000 kilomètres carrés. Pour protéger ce territoire, il faut positionner les forces à l'intérieur même de l'Ukraine. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un avion de chasse. Vous avez maintenant une base aérienne, et vous devez la protéger. Vous devez approvisionner la base aérienne, et il ne s'agit pas seulement de mettre en place un avion de chasse, mais de savoir comment vaincre les défenses aériennes ennemies. C'est une opération complète. L'OTAN s'engagerait dans ce conflit.

Nous soutenons l'Ukraine du mieux que nous le pouvons. J'aimerais revenir sur la quantité de défense aérienne, y compris celle du Canada, que nous essayons de fournir à l'Ukraine pour qu'elle puisse faire le travail. Plus récemment, 389 millions de dollars ont été annoncés pour l'entraînement initial et l'entraînement continu des pilotes de chasse afin de permettre aux Ukrainiens de gagner la guerre par eux-mêmes.

**M. Marcus Powlowski:** Madame l'ambassadrice, dans le temps qu'il me reste, je vous cède la parole pour vous donner l'occasion de dire ce que vous souhaitez dire à la population canadienne et au gouvernement canadien.

**S.E. Mme Yuliya Kovaliv:** Merci.

Ce sont 369 avions russes qui ont été détruits. En effet, la protection du ciel est un enjeu de taille, tant pour les militaires que les civils.

L'honorable député Don Stewart parlait des drones. Les drones et les drones qui utilisent l'intelligence artificielle changent maintenant la donne. Ce n'est pas la guerre conventionnelle que vous avez vue dans le passé. C'est également une guerre technologique, avec les drones et la guerre électronique.

Nous avons déjà créé l'une des parties spéciales des forces que l'on appelle les forces sans pilote. Nous utilisons activement différents types de drones: des drones aériens, des drones marins ou des véhicules sans pilote sur la ligne de front. L'Ukraine est aujourd'hui à la pointe de ce progrès technologique. D'ici la fin de l'année, nous achèterons pour les forces armées ukrainiennes un million de drones de différents types: petits, à longue portée, à courte portée et de surveillance. Nous le faisons parce qu'ils remplacent en partie le manque d'artillerie et d'obus d'artillerie. Certaines parties de la ligne de front sont contrôlées uniquement par des drones. Parfois, de pe-

tits drones qui coûtent quelques milliers de dollars peuvent détruire un char d'assaut ou un véhicule blindé. C'est un nouveau type de guerre.

Ce que nous offrons également et ce sur quoi nous travaillons avec nos alliés et le Canada, et nous voyons de notre côté un potentiel énorme, c'est une coopération dans la production de drones. Aujourd'hui, l'Ukraine est un terrain d'essai non seulement pour les drones, mais aussi pour leur utilisation contre la puissante guerre électronique russe. Il ne s'agit pas seulement d'avoir un bon drone. Ce drone doit pouvoir voler et doit résister à la guerre électronique de l'ennemi. C'est une technologie de défense importante, une nouvelle ère dans le secteur militaire où nous croyons être sur la ligne de front et nous sommes prêts à faire part de notre expérience. Nous voulons également une plus grande coopération sur cette production pour pouvoir jouer un rôle de premier plan à cet égard.

**Le président:** Voilà qui met fin à notre temps ensemble.

Je tiens à remercier tous les membres et nos témoins de leur coopération dans ces circonstances parlementaires parfois difficiles. Je tiens tout particulièrement à remercier les généraux Ritchie et Smith de leur patience et d'être restés beaucoup plus longtemps que prévu.

Ambassadrice Kovaliv, c'est toujours un plaisir de vous voir. Nous vous remercions de votre capacité à nous donner le point de vue de l'Ukraine sur ce conflit.

Sur ce, chers collègues, nous allons ajourner la séance. Nous poursuivrons la discussion sur les menaces jeudi matin. Notre greffier a promis de nous cuisiner un déjeuner spécial.

Sur ce, la séance est levée.





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>